

**COMPTES ANNUELS ET AUTRES DOCUMENTS À
DÉPOSER EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS ET
DES ASSOCIATIONS****DONNÉES D'IDENTIFICATION (à la date du dépôt)**DÉNOMINATION: *QUATRO BUILD SA*Forme juridique: *Société anonyme*Adresse: *Boulevard de la Woluwe* N°: *58* Boîte:Code postal: *1200* Commune: *Woluwe-Saint-Lambert*Pays: *Belgique*Registre des personnes morales (RPM) - Tribunal de l'entreprise de *Bruxelles, francophone*Adresse Internet¹: *http://www.cofinimmo.com*Numéro d'entreprise *0885.032.255*DATE *30/12/2021* de dépôt du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes
constitutif et modificatif(s) des statuts.

COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS EN KEUR

approuvés par l'assemblée générale du *11/05/2022*et relatifs à l'exercice couvrant la période du *01/01/2021* au *6/10/2021*Exercice précédent du *01/01/2020* au *31/12/2020*Les montants relatifs à l'exercice précédent sont / ne sont pas², identiques à ceux publiés antérieurement.*Françoise ROELS*
Administrateur*Jean KOTARAKOS*
Administrateur¹ Mention facultative.² Biffer la mention inutile.

**LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES ET
DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE
REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE**

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES

LISTE COMPLÈTE avec mention des nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de l'entreprise

*Françoise ROELS
Boulevard de la Woluwe 58, 1200 Woluwe-Saint-Lambert, Belgique*

*Administrateur
26/06/2019 - 06/10/2021*

*Jean-Pierre HANIN
Boulevard de la Woluwe 58, 1200 Woluwe-Saint-Lambert, Belgique*

*Administrateur
26/06/2019 - 06/10/2021*

*Jean KOTARAKOS
Boulevard de la Woluwe 58, 1200 Woluwe-Saint-Lambert, Belgique*

*Administrateur
26/06/2019 - 06/10/2021*

*Yeliz BICICI
Boulevard de la Woluwe 58, 1200 Woluwe-Saint-Lambert, Belgique*

*Administrateur
26/06/2019 - 06/10/2021*

*Sébastien BERDEN
Boulevard de la Woluwe 58, 1200 Woluwe-Saint-Lambert, Belgique*

*Administrateur
26/06/2019 - 06/10/2021*

*DELOITTE REVISEURS D'ENTREPRISES SRL N°: BE 0429.053.863 Gateway Building -
Luchthaven Brussel Nationaal 1J, 1930 Zaventem, Belgique, n° d'agrément IRE : B00025*

*Réviseur d'entreprises
26/06/2019 - 06/10/2021*

*Représenté(es) par: Rik NECKEBROECK Gateway Building - Luchthaven Brussel Nationaal 1J,
1930 Zaventem, Belgique N° de membre: A01529*

SOMMAIRE

	ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE	4
	ETAT DU RESULTAT GLOBAL	5
	AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	6
	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	7
	TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	10
NOTE 1	INFORMATIONS GENERALES	11
NOTE 2	METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES	12
NOTE 3	REVENUS LOCATIFS & CHARGES RELATIVES A LA LOCATION	18
NOTE 4	CHARGES LOCATIVES ET TAXES NON RECUPEREES AUPRES DES LOCATAIRES SUR LES IMMEUBLES LOUES	19
NOTE 5	FRAIS NETS DE REDECORATION	20
NOTE 6	FRAIS TECHNIQUES	21
NOTE 7	FRAIS COMMERCIAUX	22
NOTE 8	FRAIS DE GESTION	23
NOTE 9	RESULTAT SUR VENTE D IMMEUBLES DE PLACEMENT ET AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS	24
NOTE 10	VARIATIONS DE LA JUSTE VALEUR DES IMMEUBLES DE PLACEMENT	25
NOTE 11	VARIATIONS DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS	26
NOTE 12	AUTRES RESULTATS SUR PORTEFEUILLE	27
NOTE 13	REVENUS FINANCIERS	28
NOTE 14	CHARGES D'INTERETS NETTES	29
NOTE 15	AUTRES CHARGES FINANCIERES	30
NOTE 16	IMPOTS SUR LE RESULTAT	31
NOTE 17	RESULTAT NET PAR ACTION	32
NOTE 18	IMMEUBLES DE PLACEMENT	33
NOTE 19	ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS ET ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES	36
NOTE 20	CREANCES COMMERCIALES COURANTES	37
NOTE 21	CREANCES FISCALES & AUTRES ACTIFS COURANTS	38
NOTE 22	COMPTES DE REGULARISATION - ACTIFS	39
NOTE 23	CAPITAL , PRIMES D'EMISSION ET RESERVES	40
NOTE 24	DETTES FINANCIERES NON COURANTES	41
NOTE 25	PASSIFS D' IMPOTS DIFFERES	42
NOTE 26	DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES COURANTES	43
NOTE 27	COMPTES DE REGULARISATION - PASSIFS	44
NOTE 28	INSTRUMENTS FINANCIERS	45
NOTE 29	PARTICIPATIONS	47
NOTE 30	RELATIONS AVEC ENTREPRISES LIEES	47
	OBLIGATION DE DISTRIBUTION	48
	RECONCILIATION ENTRE BILAN ET BILAN APRES AFFECTATION PROPOSEE (PROFORMA A) ET BILAN APRES REMUNERATION DU CAPITAL PROPOSEE (PROFORMA B)	49
	FONDS PROPRES NON DISTRIBUABLES SELON L'ARTICLE 7:212 DU CODE DES SOCIETES ET DES ASSOCIATIONS	50
	ANNEXE B DE L'AR DU 09/11/2016 RELATIF AUX FIIS	51

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE		(x € 1.000)	
ACTIF	Notes	2021	2020
I. Actifs non courants		22.620	23.030
A. Goodwill		0	0
B. Immobilisations incorporelles		0	0
C. Immeubles de placement	<u>18</u>	21.840	22.055
D. Autres immobilisations corporelles		0	0
E. Actifs financiers non courants	<u>19</u>	779	976
F. Créances de location-financement		0	0
G. Créances commerciales et autres actifs non courants		0	0
H. Actifs d'impôts différés	<u>19</u>	0	0
II. Actifs courants		55	117
A. Actifs détenus en vue de la vente		0	0
B. Actifs financiers courants		0	0
C. Créances de location-financement		0	0
D. Créances commerciales	<u>20</u>	1	2
E. Créances fiscales et autres actifs courants	<u>21</u>	54	115
F. Trésorerie et équivalents de trésorerie		0	0
G. Comptes de régularisation	<u>22</u>	0	0
TOTAL DE L'ACTIF		22.675	23.147
CAPITAUX PROPRES		22.552	22.872
A. Capital	<u>23</u>	11.430	11.430
B. Primes d'émission		0	0
C. Réserves		10.640	10.057
D. Résultat net de l'exercice		483	1.385
PASSIF		123	275
I Passifs non courants		0	0
A. Provisions		0	0
B. Dettes financières non courantes	<u>24</u>	0	0
C. Autres passifs financiers non courants		0	0
D. Dettes commerciales et autres dettes non courantes		0	0
E. Autres passifs non courants		0	0
F. Passifs d'impôts différés	<u>25</u>	0	0
II. Passifs courants		123	275
A. Provisions		0	0
B. Dettes financières courantes		0	0
C. Autres passifs financiers courants		0	0
D. Dettes commerciales et autres dettes courantes	<u>26</u>	58	196
E. Autres passifs courants		0	0
F. Comptes de régularisation	<u>27</u>	64	79
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF		22.675	23.147

RATIO D'ENDETTEMENT		(x € 1.000)	
		2021	2020
Dettes financières non courantes		0	0
Autres passifs financiers non courants (excepté instruments de couverture autorisés)	+	0	0
Dettes financières courantes	+	0	0
Dettes commerciales et autres dettes courantes	+	58	196
Dette Totale	=	58	196
Actif total		22.675	23.147
Instruments de couverture	-	0	0
Total Actif (excepté instruments de couverture)	=	22.675	23.147
Ratio d'endettement	/	0,26%	0,85%

ETAT DU RESULTAT GLOBAL		(x € 1.000)	
	Notes	2021	2020
A. RESULTAT NET			
I. Revenus locatifs (+)	<u>3</u>	732	950
II. Reprises de loyers cédés et escomptés (+)		0	0
III. Charges relatives à la location (+/-)		0	0
Résultat locatif net		732	950
IV. Récupération de charges immobilières(+)		0	0
V. Récupération de charges locatives et de taxes normalement assumées par le locataire sur immeubles loués (+)	<u>4</u>	0	0
VI. Frais incombant aux locataires et assumés par le propriétaire sur dégâts locatifs et remise en état au terme du bail (-)	<u>5</u>	0	0
VII. Charges locatives et taxes normalement assumées par le locataire sur immeubles loués (-)	<u>4</u>	0	-4
VIII. Autres recettes et dépenses relatives à la location (+/-)		0	0
Résultat immobilier		732	946
Charges immobilières		-25	-39
IX. Frais techniques (-)	<u>6</u>	0	0
X. Frais commerciaux (-)	<u>7</u>	0	-2
XI. Charges et taxes sur immeubles non loués (-)		0	0
XII. Frais de gestion immobilière (-)	<u>8</u>	-25	-37
XIII. Autres charges immobilières (-)		0	0
Résultat d'exploitation des immeubles		707	907
XIV. Frais généraux de la société (-)	<u>8</u>	-11	-16
XV. Autres revenus et charges d'exploitation (+/-)		0	0
Résultat d'exploitation avant résultat sur portefeuille		697	891
XVI. Résultat sur vente d'immeubles de placement (+/-)		0	0
XVII. Résultat sur vente d'autres actifs non financiers (+/-)		0	0
XVIII. Variations de la juste valeur des immeubles de placement (+/-)	<u>10</u>	-214	513
XIX. Autres résultats sur portefeuille (+/-)	<u>12</u>	0	0
Résultat d'exploitation		483	1.404
XX. Revenus financiers (+)	<u>13</u>	5	1
XXI. Charges d'intérêts nettes (-)	<u>14</u>	0	0
XXII. Autres charges financières (-)	<u>15</u>	0	0
XXIII. Variations de la juste valeur des actifs et passifs financiers (+/-)	<u>11</u>	0	0
Résultat financier		5	1
Résultat avant impôt		487	1.405
XXIV. Impôts des sociétés (-)	<u>16</u>	-5	-20
XXV. Exit tax (-)		0	0
Impôt		-5	-20
RÉSULTAT NET		483	1.385
B. AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL			
A. Impact sur la juste valeur des frais et droits de mutation estimés intervenant lors de l'aliénation hypothétique des immeubles de placement		0	0
B. Variation de la partie efficace de la juste valeur des instruments de couverture autorisés de flux de trésorerie tels que définis en IFRS		0	0
C. Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		0	0
D. Différences de change liées à la conversion d'activités à l'étranger		0	0
E. Ecarts actuariels des plans de pension à prestations définies		0	0
F. Impôt sur le résultat lié aux " autres éléments du résultat global "		0	0
G. Autres éléments du résultat global, nets d'impôts		0	0
C. RESULTAT GLOBAL		483	1.385

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	2021	2020
(x € 1.000)		
A. Résultat net	483	1.385
B. Transfert aux réserves (+/-)	-483	-582
1. Transfert à/de la réserve du solde positif des variations de juste valeur des biens (im)mobiliers :	0	-513
– exercice comptable	0	-513
– exercices antérieurs	0	0
– réalisation de biens (im)mobiliers	0	0
1. Transfert à la réserve du solde négatif des variations de juste valeur des biens (im)mobiliers :	214	0
– exercice comptable	214	0
– exercices antérieurs	0	0
– réalisation de biens (im)mobiliers	0	0
2. Transfert à/de la réserve des frais et droits de mutation estimés intervenant lors de l'aliénation hypothétique des immeubles de placement (+/-)	0	0
– exercice comptable	0	0
3. Transfert à la réserve du solde des variations de juste valeur des instruments de couverture autorisés auxquels la comptabilité de couverture est appliquée (-)	0	0
– exercice comptable	0	0
– exercices antérieurs	0	0
4. Transfert de la réserve du solde des variations de juste valeur des instruments de couverture autorisés auxquels la comptabilité de couverture est appliquée (+)	0	0
– exercice comptable	0	0
– exercices antérieurs	0	0
5. Transfert à la réserve du solde des variations de juste valeur des instruments de couverture autorisés auxquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée (-)	0	0
– exercice comptable	0	0
– exercices antérieurs	0	0
6. Transfert de la réserve du solde des variations de juste valeur des instruments de couverture autorisés auxquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée (+)	0	0
– exercice comptable	0	0
– exercices antérieurs	0	0
7. Transfert à/de la réserve du solde des écarts de conversion sur actifs et passifs monétaires (-/+)	0	0
8. Transfert à/de la réserve des latences fiscales afférentes à des biens (im)mobiliers sis à l'étranger (-/+)	0	0
9. Transfert à/de la réserve des dividendes reçus destinés au remboursement des dettes financières (-/+)	0	0
10. Transfert aux/des autres réserves (-/+)	0	0
11. Transfert au/du résultat reporté de l'exercice ou des exercices antérieurs (-/+)	-697	0
12. Transfert à la réserve légale	0	-69
C. Rémunération du capital prévue à l'article 22, alinéa 1er	0	-642
D. Rémunération du capital au titre de l'exercice autre que la rémunération de capital prévue au point C	0	-161
E. Résultat à reporter	10.602	9.905

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(x € 1.000)

	Au 01/01/2020	Affectation du résultat net	Dividendes	Autres	Résultat de l'exercice	Augmentation du capital	Transformation FIIS ¹	Au 31/12/2020
Capital	11.430	0	0	0	0	0	0	11.430
Réserves	10.035	657	-635	0	0	0	0	10.057
Réserve du solde des variations de juste valeur des biens immobiliers	656	0	0	-539	0	0	0	118
Réserve des droits de mutation estimés intervenant lors de l'aliénation hypothétique des immeubles de placement	-539	0	0	539	0	0	0	0
Réserve disponible	0	0	0	0	0	0	0	0
Réserve légale	1	33	0	0	0	0	0	34
Résultat reporté	9.916	624	-635	0	0	0	0	9.905
Résultat net de l'exercice	657	-657	0	0	1.385	0	0	1.385
Total des capitaux propres	22.123	0	-635	0	1.385	0	0	22.872

	Au 01/01/2021	Affectation du résultat net	Dividendes	Autres	Résultat de l'exercice	Augmentation du capital	Transformation FIIS ²	Au 6/10/2021
Capital	11.430	0	0	0	0	0	0	11.430
Réserves	10.057	1.385	-803	0	0	0	0	10.639
Réserve du solde des variations de juste valeur des biens immobiliers	118	513	0	0	0	0	0	631
Réserve des droits de mutation estimés intervenant lors de l'aliénation hypothétique des immeubles de placement	0	0	0	0	0	0	0	0
Réserve disponible	0	0	0	0	0	0	0	0
Réserve légale	34	69	0	0	0	0	0	103
Résultat reporté	9.905	803	-803	0	0	0	0	9.905
Résultat net de l'exercice	1.385	-1.385	0	0	483	0	0	483
Total des capitaux propres	22.872	0	-803	0	483	0	0	22.552

¹ Uniquement si il s'agit d'une société FIIS, n'est donc pas d'application pour une SIRI

² Uniquement si il s'agit d'une société FIIS, n'est donc pas d'application pour une SIRI

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE		(x €1.000)	
	2021	2020	
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE AU DEBUT DE L'EXERCICE	0	0	
ACTIVITES OPERATIONNELLES			
Résultat net de la période	483	1.385	
Extourne des charges et produits financiers	-5	-1	
Extourne des plus et moins values sur cession d'actifs immobiliers	0	0	
Extourne des plus et moins values sur cession d'actifs financiers	0	0	
Extourne des charges et produits non monétaires	214	-513	
Variation du besoin en fonds de roulement	100	97	
FLUX DE TRESORERIE RESULTANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	792	969	
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Investissements en immobilisations incorporelles et autres immobilisations corporelles	0	0	
Acquisitions en immeubles de placement	0	0	
Extentions d'immeubles de placement	0	0	
Investissements sur immeubles de placement	0	0	
Acquisitions de filiales	0	0	
Cessions d'immeubles de placement	0	0	
Cessions d'immeubles détenus en vue de la vente	0	0	
Paiement de l'exit tax	0	0	
Cession de créances de location financement non courantes + courantes	0	0	
Autres flux liés aux activités d'investissement	0	0	
FLUX DE TRESORERIE RESULTANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	0	0	
ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Constitution et augmentation de capital	0	0	
Acquisitions d'actions propres	0	0	
Cessions d'actions propres	0	0	
Dividendes payés aux actionnaires	-993	-445	
Dividendes reçus	0	0	
Rachat d'intérêts minoritaires	0	0	
Variation des dettes financières	197	-525	
Produits financiers encaissés	5	1	
Charges financières décaissées	0	0	
Autres flux liés aux activités de financement	0	0	
FLUX DE TRESORERIE RESULTANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-792	-968	
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE EN FIN D'EXERCICE	0	0	

NOTE 1 - INFORMATIONS GENERALES

QUATRO BUILD SA (la "Société") est un FIIS (Fonds d'investissements Immobiliers Spécialisés) de droit belge, ayant son siège social à 1200 Bruxelles (boulevard de la Woluwe 58).

Les comptes statutaires ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 24/03/2022 et ont été soumis à l'Assemblée Générale des Actionnaires du 11/05/2022.

Les principes et méthodes comptables adoptés pour l'établissement des états financiers sont identiques à ceux utilisés dans les états financiers annuels relatifs à l'exercice 2020.

En tant que FIIS, la société a un régime fiscal comparable à celui de la SIRP Cofinimmo SA.
Le référentiel comptable appliqué dorénavant est le référentiel IAS/IFRS.

La société a été absorbée par la société Cofinimmo SA en date du 06/10/2021.

NOTE 2 - METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES**A. Déclaration de conformité**

Les comptes statutaires ont été préparés conformément au référentiel des International Financial Reporting Standards tel qu'exécuté par l'Arrêté Royal belge du 09.11.2016 relatif aux Fonds d'Investissement Immobiliers Spécialisés.

Dans le cadre de l'établissement de ses comptes, la société est appelée à formuler un certain nombre de jugements significatifs dans l'application des principes comptables (comme par exemple la détermination de la classification des contrats de location) et à procéder à un certain nombre d'estimations (notamment l'estimation des provisions). Pour formuler ces hypothèses, la Direction peut se fonder sur son expérience, sur l'assistance de tiers (experts immobiliers) et sur d'autres sources jugées pertinentes. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Ces dernières sont régulièrement, le cas échéant, révisées et modifiées en conséquence.

B. Base de préparation

Les comptes sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche. Ils sont préparés sur base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont évalués à leur juste valeur : immeubles de placement et les participations.

Certaines informations financières ont été arrondies et, en conséquence, les nombres figurant en total peuvent légèrement différer de la somme arithmétique exacte des nombres qui les précèdent.

C. Transactions des devises

Les transactions en devises sont enregistrées initialement au taux de change en vigueur à la date de la transaction. À la clôture, les actifs et passifs monétaires exprimés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les bénéfices et pertes résultant du règlement de transactions en devises et de la conversion des actifs et passifs monétaires exprimés en devises sont inclus dans le compte de résultats en tant que produits financiers ou charges financières.

D. Instruments financiers**I Méthode du coût amorti et de l'intérêt effectif**

Les emprunts porteurs d'intérêts, à l'exception de l'obligation convertible, sont reconnus initialement à la valeur des montants perçus, nets des coûts de transaction y afférents. Ensuite, les emprunts porteurs d'intérêt sont évalués au coût amorti, la différence entre le coût et la valeur de remboursement étant reconnue en compte de résultats sur la durée des emprunts en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif. À titre d'exemple, les honoraires payés aux prêteurs ou les honoraires légaux sont intégrés dans le calcul du taux d'intérêt effectif.

Concernant les actifs financiers, ceux-ci sont évalués au coût amorti sur base du test SPPI (Solely Payment of Principal and Interests) car d'une part, la Société a vocation à les détenir, et d'autre part, les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie constitués uniquement de paiements de principal et d'intérêts.

II Décomptabilisation d'actifs/passifs financiers

La Société décomptabilise un actif financier uniquement lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à cet actif expirent ou lorsqu'il transfère l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif à une autre partie. Lors de la décomptabilisation d'un actif financier évalué au coût amorti, la différence entre la valeur comptable de l'actif et la somme de la contrepartie reçue et à recevoir est comptabilisée en résultat.

Concernant les passifs financiers, la Société décomptabilise lorsque les obligations contractuelles ont expirées ou ont été annulées.

Enfin, lorsqu'une modification a lieu au niveau des droits ou des obligations contractuels, sans que celle-ci ne mène à une décomptabilisation de l'actif ou du passif financier sous-jacent, la différence par rapport à la nouvelle valeur inscrite au bilan est reconnue en compte de résultats.

E. Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des immeubles qui sont détenus pour en retirer des loyers à long terme. En application de l'IAS 40, les immeubles de placement sont valorisés à leur juste valeur.

Des experts évaluateurs indépendants déterminent l'évaluation du portefeuille immobilier tous les trois mois. Tout profit ou perte résultant, après l'acquisition d'un immeuble, d'une variation de sa juste valeur est comptabilisé en compte de résultats. Les produits locatifs des immeubles de placement sont comptabilisés comme décrit sous le point N.

Les experts effectuent leur évaluation sur base de la méthode du calcul de la valeur actualisée des produits locatifs en accord avec les 'International Valuation Standards/RICS Valuation Standards', établis par l'International Valuation Standards Committee/Royal Institute of Chartered Surveyors, comme expliqué dans le rapport correspondant. Cette valeur, appelée ci-après 'valeur d'investissement', correspond au prix qu'un investisseur tiers serait prêt à payer pour acquérir chacun des immeubles composant le portefeuille d'immeubles dans le but de bénéficier de leurs produits locatifs tout en supportant les charges qui s'y rapportent, sans déduction des droits de mutation.

La cession d'un immeuble de placement est habituellement soumise au paiement de droits de mutation ou d'une taxe sur la valeur ajoutée aux autorités publiques. Une quotité de droits de mutation est déduite par l'expert de la valeur d'investissement des immeubles de placement pour établir la juste valeur des immeubles, telle qu'attestée dans leur rapport d'expertise.

Lors d'une acquisition ou lors d'investissements, les droits de mutation à encourir lors d'une hypothétique cession ultérieure sont comptabilisés directement dans le compte de résultats ; toute variation de la juste valeur des immeubles au cours de l'exercice est également reconnue dans le compte de résultats. Ces deux mouvements sont affectés à la réserve lors de l'affectation du résultat de l'exercice. Lors d'une cession, les droits de mutation ne doivent pas être déduits de l'écart entre le prix obtenu et la valeur comptable des immeubles vendus pour calculer la plus-value ou la moins-value effectivement réalisée. En effet, les droits sont déjà passés en compte de résultats à l'acquisition.

Si un immeuble de placement devient occupé par son propriétaire, il est reclassé comme immobilisation à usage propre et sa juste valeur à la date de reclassification devient son coût en vue de sa comptabilisation ultérieure.

F. Projets de développement

Les immeubles qui sont construits, rénovés, développés ou redéveloppés en vue d'une utilisation future en tant qu'immeubles de placement sont classifiés en projets de développement jusqu'à ce que les travaux soient achevés et évalués à leur juste valeur. Cela concerne les actifs de santé en construction ou en développement (extensions) et les immeubles de bureaux vides qui sont ou vont être en rénovation ou en redéveloppement. Au moment de l'achèvement des travaux, les immeubles sont transférés de la catégorie 'Projet de développement' à la catégorie 'Immeubles disponibles à la location' ou en 'Immeubles disponibles à la vente' s'ils vont être vendus. Les immeubles de bureaux qui vont être en rénovation ou en redéveloppement voient leur juste valeur diminuer à l'approche de la date de fin bail et de début des travaux.

Tous les coûts directement liés à l'acquisition et à la construction, et toutes les dépenses d'investissement ultérieures qualifiant de coûts d'acquisition sont capitalisés. Si la durée du projet est supérieure à un an, les charges d'intérêt sont capitalisées à un taux reflétant le coût moyen d'emprunt du Groupe.

G. Contrats de location

I La Société comme bailleur

a. Types de locations à long terme

Selon la législation, les immeubles peuvent être loués à long terme sous deux régimes :

- des locations simples à long terme : les obligations du bailleur restent essentiellement les mêmes que pour toute location, par exemple, assurer que l'espace susceptible d'occupation soit disponible pour le locataire durant toute la durée du contrat. Cette obligation se matérialise pour le bailleur en supportant les coûts d'entretien (autres que locatifs) et d'assurance contre le feu et d'autres sinistres ;
- des locations à long terme qui impliquent l'attribution d'un droit réel du cédant au cessionnaire : dans ce cas, la propriété est transférée temporairement au cessionnaire qui supportera notamment les coûts d'entretien (autres que locatifs) et d'assurance. Trois types de contrats appartiennent à cette catégorie en droit belge : (a) l'emphytéose d'une durée minimum de 27 ans et maximum de 99 ans et qui peut porter sur des terrains et/ou des bâtiments ; (b) le droit de superficie qui n'a pas de durée minimale mais qui ne peut excéder 50 ans et (c) le droit d'usufruit qui n'a pas de durée minimale mais qui ne peut excéder 30 ans. Il peut s'appliquer à des terrains construits ou non. Dans tous ces contrats, le cédant garde un droit résiduel dans la mesure où il récupérera la pleine propriété de l'immeuble à l'expiration du contrat, en ce inclus la propriété des constructions érigées par le cessionnaire, moyennant ou non le paiement d'une indemnité pour ces constructions selon les conditions du contrat. Cependant, une option d'achat pour le droit résiduel peut avoir été accordée, que le cessionnaire peut exercer pendant ou à l'issue du contrat.

b. Location à long terme qualifiant de location-financement

Dans la mesure où ces contrats remplissent les critères d'une location-financement selon l'IFRS 16 : 63, la Société, en tant que cédant, les présentera au bilan lors de leur conclusion en tant que créance, pour un montant égal à l'investissement net

dans le contrat de location. La différence entre ce dernier montant et la valeur comptable de l'immeuble loué (à l'exclusion de la valeur du droit résiduel conservé par la Société) au début du contrat sera enregistrée dans le compte de résultats de la période. Tout paiement effectué périodiquement par le preneur sera traité par la Société partiellement comme un remboursement du principal et partiellement comme un revenu financier, basé sur un modèle reflétant un taux de rendement périodique constant pour la Société.

À chaque date de clôture, le droit résiduel conservé par la Société sera comptabilisé à sa juste valeur. Cette valeur augmentera chaque année et correspondra à la fin de la location à la valeur de marché de la pleine propriété. Les variations de juste valeur seront comptabilisées dans la rubrique 'Variation de la juste valeur des immeubles de placement' dans le compte de résultats.

II La Société comme preneur

A chaque nouveau contrat, la Société évalue si celui-ci est un contrat de location. Si tel est le cas, la Société reconnaît un droit d'usage à l'actif ainsi qu'un passif locatif correspondant (sauf pour les contrats à court terme ou portant sur des actifs de faible valeur, pour lesquels la Société reconnaît une simple charge opérationnelle).

a. Passif locatif

Le passif locatif est initialement comptabilisé à la valeur actualisée des paiements futurs relatifs au contrat de location. Le taux d'actualisation est le taux implicite du contrat. Si celui-ci ne peut être déterminé, c'est le taux d'intérêt marginal du Groupe qui sera appliqué. Tout paiement effectué périodiquement par la Société sera traité partiellement comme un remboursement du principal et partiellement comme une charge financière.

b. Droit d'usage

Le droit d'usage est initialement comptabilisé à l'actif pour un montant correspondant au passif locatif, en tenant compte des éventuels coûts liés à l'obtention du contrat. Par la suite, ce droit sera amorti selon la durée du contrat (à moins que la durée d'utilisation anticipée soit inférieure à celle prévue par le contrat). En terme de classification, le droit d'usage est présenté parmi les actifs de même nature détenus en pleine propriété.

H. Autres immobilisations

I Immobilisations à usage propre

En accord avec la méthode alternative autorisée par l'IAS 16 § 31, la partie de l'immeuble utilisée par la société elle-même en tant que siège social est évaluée à sa juste valeur. Elle apparaît dans la rubrique 'Immobilisations à usage propre'.

II Dépenses subséquentes

Les dépenses engagées pour rénover un immeuble qui est comptabilisé séparément sont capitalisées. Les autres dépenses sont capitalisées seulement lorsqu'elles augmentent les bénéfices économiques futurs attribués à l'immeuble. Toutes les autres dépenses sont enregistrées en charges dans le compte de résultats.

III Amortissement

Les immeubles de placement, qu'il s'agisse de terrains ou de constructions, ne sont pas amortis mais enregistrés à la juste valeur (voir point E). Un amortissement est porté en compte de résultats sur base linéaire sur la durée de vie estimée, comme indiqué ci-dessous :

- installations : 4-10 ans ;
- mobilier : 8-10 ans ;
- matériel informatique : 3-4 ans ;
- logiciels : 4 ans

Toutefois, l'amortissement des logiciels peut être réparti sur une durée plus longue correspondant à la durée probable d'utilisation et en fonction du rythme de consommation des avantages économiques liés à l'actif.

IV Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs détenus en vue de la vente (immeubles de placement) sont présentés séparément au bilan à une valeur correspondant à leur juste valeur.

V Dépréciation ('Impairment')

Les autres immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation uniquement quand il existe un indice montrant que leur valeur comptable ne sera pas recouvrable par leur utilisation ou leur vente.

I. Actifs financiers non courants - Participations

Les participations sont évaluées à leur juste valeur. Les changements de la juste valeur sont comptabilisés par le biais du compte de résultats.

La juste valeur de la participation dans une filiale est approchée par la quote part de la société dans l'actif net réévalué de ladite filiale.

J. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les comptes à vue, les valeurs en caisse et les placements à court terme.

K. Capitaux propres**I Actions ordinaires**

Les actions ordinaires sont classifiées en capitaux propres. Les coûts externes directement attribuables à l'émission de nouvelles actions sont classifiés en déduction, nets d'impôts, des montants récoltés.

II Dividendes

Les dividendes sont reconnus en tant que dette après leur approbation par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

L. Provisions

Une provision est enregistrée au bilan quand la Société a une obligation légale ou contractuelle résultant d'un événement passé et qu'il est probable que des ressources devront être affectées à l'extinction de cette obligation. La provision est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus à un taux de marché et, le cas échéant, reflétant le risque spécifique du passif.

M. Dettes commerciales et autres dettes

Les dettes commerciales et autres dettes sont évaluées au coût amorti.

N. Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation comprennent les revenus des baux d'immeubles et les revenus des services immobiliers.

Les revenus des baux sont enregistrés dans la rubrique des revenus locatifs. Il arrive que des baux soient conclus qui prévoient une période d'occupation gratuite suivie d'une période durant laquelle le loyer convenu est dû par le locataire. Dans ce cas, le montant total du loyer contractuel à percevoir jusqu'à la date de la première option de résiliation par le locataire est reconnu en compte de résultats (rubrique 'Revenus locatifs') prorata temporis sur la durée du bail courant de la prise en occupation et jusqu'à cette date de première option de résiliation (c'est-à-dire sur la durée ferme du bail). Plus précisément, le loyer contractuel exprimé en montant annuel est d'abord reconnu en produit et la gratuité locative étalée sur cette durée ferme du bail est ensuite prise en charge. Il s'ensuit que, dans un premier temps, un compte de régularisation actif est débité en début de bail correspondant aux revenus locatifs (nets de gratuités locatives) promérités mais non échus.

Lorsque les experts évaluateurs indépendants procèdent à l'estimation de la valeur des immeubles sur base de la méthode des cash-flows futurs actualisés, ils incluent dans ces valeurs la totalité des loyers encore à percevoir. Par conséquent, le compte de régularisation dont question ci-dessus fait double emploi avec la part de la valeur des immeubles qui représente des loyers promérités déjà reconnus en compte de résultats mais non échus. Aussi, dans un second temps, pour éviter ce double comptage qui gonflerait indument le total du bilan et les capitaux propres, le montant figurant en comptes de régularisation est extourné par une prise en charge dans la rubrique 'Autre résultat sur portefeuille'. Passée la date de la première option de résiliation, aucune charge n'est donc plus à prendre en compte de résultats, comme c'eût été le cas sans cette extourne.

Il résulte de ce qui précède que le résultat d'exploitation avant résultat sur portefeuille (et donc le résultat net des activités clés du format analytique) reflète les loyers étalés sur la période ferme du bail, tandis que le résultat net reflète les loyers à dater et au fur et à mesure de leur encaissement.

Les concessions accordées aux locataires sont, quant à elles, prises en charge sur la durée ferme du bail. Il s'agit d'incentives consistant en la prise en charge par le propriétaire de certains frais incombant normalement au locataire, tels que, par exemple, des coûts d'aménagement de surfaces primitives.

O. Charges d'exploitation**I Coût des services**

Les coûts des services payés, y compris ceux pris en charge pour le compte des locataires, sont inclus dans les charges locatives directes. Leur récupération auprès des locataires est présentée séparément.

II Travaux réalisés dans les immeubles

Les travaux réalisés qui relèvent de la responsabilité du propriétaire sont enregistrés dans les comptes de trois manières, selon le type de travaux concernés :

- les dépenses d'entretien et de réparation qui n'ajoutent aucune fonctionnalité supplémentaire ou qui n'augmentent pas le niveau de confort de l'immeuble sont considérées comme dépenses courantes de la période et comme charges immobilières ;
- les travaux de rénovation importants : ils sont normalement entrepris à intervalle de 25 à 35 ans et impliquent virtuellement la reconstruction des immeubles ce qui, dans la plupart des cas, se traduit par la réutilisation de la structure existante et l'application des techniques les plus récentes ; après de tels travaux de rénovation, l'immeuble peut être considéré comme neuf et les coûts de ces travaux sont capitalisés ;
- les travaux d'amélioration : il s'agit des travaux entrepris occasionnellement pour ajouter de la fonctionnalité à l'immeuble ou accroître significativement le standard de confort, permettant ainsi d'augmenter le loyer, et donc la valeur locative estimée. Les coûts de ces travaux sont capitalisés dans la mesure où l'expert reconnaît normalement une appréciation à due concurrence de la valeur de l'immeuble. Exemple : installation d'un système d'air conditionné là où il n'en existait pas.

Les chantiers faisant l'objet de frais à porter à l'actif sont identifiés en fonction des critères qui précèdent durant la préparation des budgets. Les dépenses capitalisées portent sur les matériaux, les travaux d'entreprise, les études techniques, les coûts internes, les honoraires d'architectes et les intérêts pendant la construction.

III Commissions payées aux agents immobiliers et autres coûts de transaction

Les commissions relatives à des locations immobilières sont enregistrées en dépenses courantes de l'année dans la rubrique des frais commerciaux.

Les commissions payées dans le cadre de l'acquisition d'immeubles, les droits d'enregistrement, les frais de notaire et les autres coûts accessoires sont considérés comme des coûts de transaction et sont inclus dans le coût d'acquisition de l'immeuble acquis. Ces coûts sont aussi considérés comme faisant partie du coût d'acquisition lorsque cette dernière est effectuée dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.

Les commissions payées lors de la vente d'immeubles sont déduites du prix de vente obtenu pour déterminer le profit ou la perte réalisé.

Les coûts d'évaluation des immeubles et les coûts d'étude technique sont toujours enregistrés en dépenses courantes.

IV Résultat financier

Les coûts nets de financement comprennent les intérêts dus sur les emprunts, calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les revenus d'intérêt sont reconnus dans le compte de résultats durant la période à laquelle ils se rapportent, sur base du rendement effectif de l'actif.

Les revenus de dividendes sont reconnus dans le compte de résultats à la date où le dividende est déclaré.

P. Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat de l'exercice comprend l'impôt courant. L'impôt sur le résultat est reconnu en compte de résultats, à l'exception de la partie relative à des éléments directement reconnus dans les capitaux propres. L'impôt courant est l'impôt estimé dû sur les revenus imposables de l'année écoulée, en utilisant le taux d'imposition en vigueur à la date du bilan, ainsi que tout ajustement aux dettes fiscales relatives aux années précédentes.

Q. Exit tax et impôts différés

L'exit tax est la taxe sur la plus-value résultant de l'agrément d'une société belge comme FIIS (ou SIR) ou de la fusion d'une société non FIIS (ou SIR) avec un FIIS (ou SIR). Lorsque la société, qui ne dispose pas du statut de FIIS mais qui est éligible à ce régime, entre pour la première fois dans le périmètre de consolidation du Groupe, une provision pour exit tax est enregistrée, en même temps qu'une plus-value de réévaluation correspondant à la mise à valeur de marché de l'immeuble et cela en tenant compte d'une date prévue de fusion ou d'agrément. Tout ajustement subséquent à ce passif d'exit tax est

reconnu dans le compte de résultats. Lorsque l'agrément ou la fusion intervient, la provision se transforme en dette, et toute différence est également reconnue dans le compte de résultats.

R. Estimations, jugements et principales sources d'incertitude

I Juste valeur du portefeuille immobilier

Le patrimoine de la Société est valorisé trimestriellement par des experts évaluateurs indépendants. Cette valorisation d'experts évaluateurs indépendants externes à la Société a pour objet de déterminer la valeur de marché d'un immeuble à une certaine date, en fonction de l'évolution du marché et des caractéristiques des biens concernés. De son côté, la Société réalise parallèlement au travail des experts évaluateurs indépendants, une valorisation de son patrimoine dans la perspective d'une exploitation continue de celui-ci par ses équipes. Le portefeuille est enregistré à la juste valeur établie par les experts évaluateurs indépendants dans les comptes de la Société.

II Juste valeur des participations

La juste valeur de la participation dans une filiale est approchée par la quote part de la société dans l'actif net réévalué de ladite filiale.

III Coronavirus COVID-19

Les informations relatives au effet du COVID-19 sont communiquées au niveau du groupe consolidé.

Faisant suite à l'apparition de l'épidémie de coronavirus COVID-19 dans les pays où le groupe est actif, Cofinimmo a mis en place différentes mesures afin d'assurer la continuité de ses activités, tout en faisant de la santé et du bien-être de toutes ses parties prenantes sa priorité.

S. Aspects relatifs au climat

Les aspects relatifs au climat sont traités dans la note 18 (immeubles de placement) des présents comptes.

Déclaration relative aux comptes consolidés

La société est filiale de Cofinimmo SA, Cofinimmo SA établit et publie des comptes consolidés dans lesquels les comptes annuels de la société sont intégrés par consolidation.

Entreprise-mère :

Cofinimmo SA

Boulevard de la Woluwe, 58

1200 Woluwe-Saint-Lambert

(x € 1.000)

	2021	2020
NOTE 3 - REVENUS LOCATIFS & CHARGES RELATIVES A LA LOCATION		
Revenus locatifs		
Loyers	732	950
Revenu potentiel brut	732	950
Vacance locative	0	0
Gratuités locatives	0	0
Concessions accordées aux locataires (incentives)	0	0
Indemnités de rupture anticipée de bail	0	0
TOTAL	732	950
Charges relatives à la location	0	0
Loyer à payer sur locaux loués	0	0
Réductions de valeur sur créances commerciales	0	0
Reprises de réductions de valeur sur créances commerciales	0	0
TOTAL	732	950

Montant total des loyers minimaux futurs à recevoir en vertu de contrats de location simple non résiliables en vigueur au 31.12	(x € 1.000)	
	2021	2020
À moins d'un an	957	952
À plus d'un an mais à moins de deux ans	957	952
À plus de deux ans mais à moins de trois ans	957	952
À plus de trois ans mais à moins de quatre ans	957	952
À plus de quatre ans mais à moins de cinq ans	957	952
À plus de cinq ans	15.556	16.423
TOTAL	20.341	21.183

La continuité est assurée chez Cofinimmo SA après la fusion de cette entité.

(x € 1.000)

2021	2020
------	------

NOTE 4 - CHARGES LOCATIVES ET TAXES NON RECUPEREES AUPRES DES LOCATAIRES SUR LES IMMEUBLES LOUES		
Récupération de charges locatives et de taxes normalement assumées par le locataire sur immeubles loués	0	0
Refacturation de charges locatives exposées par le propriétaire	0	0
Refacturation de précomptes et taxes sur immeubles loués	0	0
Charges locatives et taxes normalement assumées par le locataire sur immeubles loués	0	4
Charges locatives exposées par le propriétaire	0	0
Précomptes et taxes sur immeubles loués	0	4
TOTAL	0	4

(x € 1.000)

2021	2020
------	------

NOTE 5 - FRAIS NETS DE REDECORATION		
Frais incombant aux locataires et assumés par le propriétaire sur dégâts locatifs et remises en état au terme du bail	0	0
Récupération de charges immobilières	0	0
TOTAL	0	0

(x € 1.000)

2021	2020
------	------

NOTE 6 - FRAIS TECHNIQUES		
Frais techniques récurrents	0	0
Réparations	0	0
Primes d'assurance	0	0
Frais techniques non récurrents	0	0
Sinistres	0	0
Indemnisations perçues des compagnies d'assurances pour pertes subies résultant de sinistres	0	0
Pertes résultant de sinistres sujettes à récupération en vertu de contrats d'assurance	0	0
TOTAL	0	0

(x € 1.000)

2021	2020
------	------

NOTE 7 - FRAIS COMMERCIAUX		
Commissions d'agence	0	0
Publicité	0	0
Honoraires divers et autres experts	0	2
TOTAL	0	2

(x € 1.000)

NOTE 8 - FRAIS DE GESTION	Frais de gestion immobilière		Frais généraux de la société		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Charges du siège	0	0	0	0	0	0
Honoraires payés à des tiers	23	35	10	15	32	50
Récurrents	23	33	10	14	32	47
Non récurrents	0	2	0	1	0	3
Relations publiques, communication et publicité	0	0	0	0	0	0
Frais de personnel	0	0	0	0	0	0
Salaires	0	0	0	0	0	0
Sécurité sociale	0	0	0	0	0	0
Pensions et autres allocations	0	0	0	0	0	0
Taxes et redevances	3	2	1	1	5	3
TOTAL	26	37	11	16	37	53

Ces charges incluent les frais généraux de la société en tant qu'entité juridique et bénéficiant du statut de Fonds d'Investissement Immobilier Spécialisé (FIIS). Ces dépenses sont engagées dans le but de fournir une information complète et continue, une comparabilité économique avec d'autres types d'investissements et une liquidité pour les actionnaires investissant indirectement dans un portefeuille immobilier.

Les émoluments fixes du commissaire Deloitte, Réviseurs d'Entreprises pour l'examen et la révision des comptes statutaires de la société se sont élevés à 6.000 € (Hors TVA).

	(x € 1.000)	
	2021	2020
Emoluments du commissaire	6	7
Emoluments pour l'exercice d'un mandat de commissaire	6	5
Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies auprès du groupe	0	3
Autres missions d'attestation	0	3
Missions de conseils fiscaux	0	0
Autres missions extérieures à la mission révisoriale	0	0
Emoluments des personnes avec lesquelles le commissaire est lié	0	0
Emoluments pour l'exercice d'un mandat de commissaire	0	0
Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies auprès du groupe	0	0
Autres missions d'attestation	0	0
Missions de conseils fiscaux	0	0
Autres missions extérieures à la mission révisoriale	0	0
TOTAL	6	7

(x € 1.000)

2021	2020
------	------

NOTE 9 - RESULTAT SUR VENTE D IMMEUBLES DE PLACEMENT ET AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS		
Vente d'immeubles de placement		
Ventes nettes d'immeubles (prix de vente - frais de transaction)	0	0
Valeur comptable des immeubles vendus (juste valeur des actifs cédés)	0	0
Autres	0	0
SOUS-TOTAL	0	0
Vente d'autres actifs non financiers		
Ventes nettes d'autres actifs non financiers	0	0
Valeur comptable d'autres actifs non financiers vendus	0	0
Autres	0	0
SOUS-TOTAL	0	0
TOTAL	0	0

(x € 1.000)

2021	2020
------	------

NOTE 10 - VARIATIONS DE LA JUSTE VALEUR DES IMMEUBLES DE PLACEMENT		
Variations positives de la juste valeur des immeubles de placement	0	513
Variations négatives de la juste valeur des immeubles de placement	-214	0
TOTAL	-214	513

(x € 1.000)

	2021	2020
--	------	------

NOTE 11 - VARIATIONS DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS		
Variation de la juste valeur d'autres actifs financiers (*)	0	0
TOTAL	0	0

(*) Les actifs financiers non courants sont évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultats.

(x € 1.000)

2021	2020
------	------

NOTE 12 - AUTRES RESULTATS SUR PORTEFEUILLE		
Amortissements Immeubles de Placements	0	0
Gratuits	0	0
Impôts différés	0	0
Autres	0	0
TOTAL	0	0

(x € 1.000)

2021	2020
------	------

NOTE 13 - REVENUS FINANCIERS		
	2021	2020
Produits d'intérêts des créances de location-financement	0	0
Produits d'intérêts dans le cadre de financement des travaux pour compte de locataires	0	0
Plus-values nettes réalisées sur vente créances location-financement	0	0
Plus-values nettes réalisées sur vente actifs financiers	0	0
Produits de cession nets sur réalisation des créances de location-financement	0	0
Produits d'intérêts sur avances filiales	5	1
Dividendes reçus	0	0
Autres revenus financiers	0	0
TOTAL	5	1

(x € 1.000)

2021	2020
------	------

NOTE 14 - CHARGES D'INTERÊTS NETTES		
Intérêts nominaux sur emprunts	0	0
Crédits d'investissement - taux flottant ou fixe	0	0
Autres charges d'intérêts	0	0
TOTAL	0	0

(x € 1.000)

2021	2020
------	------

NOTE 15 - AUTRES CHARGES FINANCIERES		
Moins-values nettes réalisées sur ventes d'actifs financiers	0	0
Moins-values nettes réalisées sur ventes de créances location-financement	0	0
Autres	0	0
Frais bancaires et autres commissions	0	0
Intérêts avances intergroupe	0	0
Autres - Intérêts	0	0
TOTAL	0	0

(x € 1.000)

2021	2020
------	------

NOTE 16 - IMPOTS SUR LE RESULTAT		
Résultat avant impôts	487	1.405
Impôts des sociétés	-5	-20
Exit Tax	0	0
Autres	0	0
TOTAL CHARGES FISCALES	-5	-20

2021	2020
------	------

NOTE 17 - RESULTAT NET PAR ACTION		
Résultat net de la période en KEUR	483	1.385
Nombre d'actions ordinaires ayant jouissance dans le résultat de la période	1.800	1.800
Résultat net par action (EUR/action)	268	770

(x € 1.000)

2021	2020
------	------

NOTE 18 - IMMEUBLES DE PLACEMENT		
Immeubles disponibles à la location	21.840	22.055
Projets de développement	0	0
Immobilisations à usage propre	0	0
TOTAL	21.840	22.055

Détermination de la juste valeur

<u>Immeubles disponibles à la location</u>		
Au 01.01	22.055	21.541
Dépenses capitalisées	0	0
Acquisitions, fusions	0	0
Transferts de/(à) Projets de développement	0	0
Transferts de/(à) Actifs détenus en vue de la vente	0	0
Ventes/Cessions (juste valeur des actifs vendus/cédés)	0	0
Reprises de loyers cédés	0	0
Augmentation/(diminution) de la juste valeur	-214	513
Au 31.12	21.840	22.055

Juste valeur des immeubles de placement

Les immeubles de placement sont comptabilisés en juste valeur en utilisant le modèle de juste valeur en concordance avec la norme IAS 40. Cette juste valeur est le prix pour lequel l'immeuble pourrait être échangé entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale. Elle a été estimée par les experts indépendants par une approche en deux étapes.

Dans une première étape, les experts déterminent la valeur d'investissement de chaque immeuble (voir méthodes ci-dessous).

Dans une seconde étape, les experts déduisent de cette valeur d'investissement un montant estimé de frais de transaction que l'acquéreur ou le vendeur doit payer en vue d'effectuer le transfert de propriété. La valeur d'investissement moins les frais de transaction estimés (droits de mutation) est la juste valeur au sens de la norme IAS 40.

Lors de la détermination de la juste valeur des immeubles de placement, les investissements planifiés (y compris ceux relatifs au climat) sont transmis aux experts évaluateurs indépendants, qui tiennent notamment compte de la qualité des immeubles à la date de valorisation. Dès lors, le groupe considère que les aspects relatifs au climat sont intégrés dans l'évaluation des immeubles de placement.

En Belgique, le transfert de propriété est en principe soumis à la perception de droits de mutation. Le montant de ces droits dépend du mode de cession, de la qualité de l'acquéreur et de la situation géographique du bien. Les deux premiers éléments, et donc le montant des droits à payer, ne sont connus que lorsque le transfert de propriété a été conclu.

L'éventail des méthodes de transfert de propriété et les droits y afférents comprend principalement:

- contrats de vente pour des biens immobiliers : 12,5% pour des biens situés en Région de Bruxelles-Capitale et en Région Wallonne, 10% pour des biens situés en Région Flamande (12% à partir du 01.01.2022) ;
- vente de biens immobiliers sous le régime marchand de biens : 4,0 à 8,0% selon les Régions ;
- contrats d'emphytéose pour des biens immobiliers (jusqu'à 50 ans pour le droit de superficie et jusqu'à 99 ans pour le droit d'emphytéose) : 2,0% ;
- contrats de vente pour des biens immobiliers où l'acquéreur est une instance de droit public (ex. : une entité de l'Union Européenne, du Gouvernement Fédéral, d'un gouvernement régional, d'un gouvernement étranger) : exemption de droits ;
- apport en nature de biens immobiliers contre l'émission de nouvelles actions en faveur de l'apporteur : exemption de droits ;
- contrat de vente d'actions d'une société immobilière : absence de droits ;
- fusion, scission et autres réorganisations de sociétés : absence de droits, etc.

Le taux effectif de droits de mutation varie donc de 0 à 12,5 %, sans qu'il soit possible de prévoir le taux qui s'appliquerait pour la cession d'un bien donné, avant que cette cession ne soit intervenue.

Pour des transactions portant sur des immeubles d'une valeur de plus de € 2,5 millions et étant donné l'éventail des méthodes de transfert de propriété (voir ci-dessus), les droits s'élèvent à 2,5%. Ce pourcentage a été déterminé par les experts évaluateurs indépendants.

Pour les transactions portant sur des immeubles d'une valeur globale inférieure à € 2,5 millions, il y a lieu de tenir compte de frais de transaction de 12,0% à 12,5% selon les Régions où ces immeubles sont situés.

Détermination du niveau d'évaluation de la juste valeur des immeubles de placement

La juste valeur des immeubles de placement reprise au bilan résulte exclusivement de la valorisation du portefeuille par les experts immobiliers indépendants.

Pour déterminer le niveau d'évaluation de la juste valeur des immeubles de placement, la nature, les caractéristiques et les risques de ces immeubles ainsi que les données de marché disponibles ont été examinées.

En raison de la liquidité du marché et de la difficulté à déceler de manière incontestable des données transactionnelles comparables, le niveau, au sens de la norme IFRS 13, d'évaluation de la juste valeur des immeubles de la Société, est de niveau 3, et cela pour l'ensemble du portefeuille.

	(x € 1000)	2021	2020
Catégorie d'actifs			
Immobilier de santé		21.840	22.055
Belgique		21.840	22.055
Total		21.840	22.055

(1) La base des évaluations conduisant aux justes valeurs peut être qualifiée selon IFRS 13 en :

- Niveau 1: prix cotés sur des marchés actifs
- Niveau 2: données observables autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1
- Niveau 3: données non observables

Techniques de valorisation utilisées

Basé sur une approche multicritères, les techniques de valorisation utilisées par les experts immobiliers sont les suivantes :

Méthode de capitalisation de la valeur locative estimée

Cette méthode consiste à capitaliser la valeur locative estimée de la propriété en utilisant un taux de capitalisation (« yield ») en ligne avec le marché immobilier. Le choix du taux de capitalisation utilisé est lié aux taux de capitalisation pratiqués dans le marché de l'investissement immobilier, qui tiennent compte de la localisation du bien, de la qualité des immeubles et de celle du locataire à la date de valorisation. Les taux correspondent au taux anticipé des investisseurs potentiels à la date de valorisation. La détermination de la valeur locative estimée tient compte des données de marché, de la localisation du bien, de la qualité de l'immeuble, du nombre de lits pour les établissements de santé et, si disponibles, des données financières (EBITDAR) du locataire.

La valeur qui en découle doit être corrigée si le loyer en cours génère un revenu opérationnel supérieur ou inférieur à la valeur locative estimée utilisée pour la capitalisation. La valorisation tient aussi compte des charges à encourir dans un futur proche.

Méthode d'actualisation des flux (Discounted Cash-Flow)

Cette méthode nécessite l'évaluation du revenu locatif net généré par l'immeuble annuellement pendant une période définie. Ce flux est ramené ensuite en valeur actuelle. La période de projection varie généralement entre 10 et 18 ans. À la fin de cette période, une valeur résiduelle est calculée au moyen du taux de capitalisation sur la valeur terminale qui prend en compte l'état anticipé du bâtiment à la fin de la période de projection ramenée en valeur actuelle.

Méthode des comparables de marché

Cette méthode se base sur le principe qu'un acheteur potentiel ne payera pas plus pour l'acquisition d'un bien que le prix récemment payé sur le marché pour l'acquisition d'un bien similaire.

Méthode de la valeur résiduelle

La valeur d'un projet est déterminée en définissant ce qui peut/va être développé sur le site. Ceci implique que la destination du projet soit connue ou prévisible de manière qualitative (planification) et quantitative (nombre de m² qui peuvent être développés, loyers futurs...). La valeur est obtenue en déduisant les coûts à l'achèvement du projet de sa valeur anticipée.

Autres considérations

Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les biens sont valorisés au coût historique. En 2021, la juste valeur de tous les immeubles a pu être déterminée de façon fiable de sorte qu'aucun bâtiment n'est évalué au coût historique.

Les actifs détenus en vue de la vente sont présentés séparément au bilan à une valeur correspondant à leur juste valeur, même dans le

cas où le prix de vente futur est connu à la date de valorisation.

Au cours de l'année 2021, il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux 1, 2 et 3. De plus, il n'y a pas eu de changement de méthode de valorisation pour les immeubles de placement en 2021.

Évolution de la juste valeur des immeubles de placement, fondée sur des données non observables (x € 1 000)	2021	2020
Balance au 01/01	22.055	21.541
Plus/moins value reconnues en compte de résultat	-214	513
Acquisitions	0	0
Extensions - redéveloppement	0	0
Investissements	0	0
Reprise de loyers cédés	0	0
Ventes	0	0
Transfert de niveaux	0	0
Balance au 06/10	21.840	22.055

Sensibilité de la juste valeur des immeubles aux variations des données non observables

Il existe des interrelations entre les différents taux et valeurs locatives car ils sont, pour partie, déterminés par les conditions de marché. En règle générale, un changement dans les hypothèses de valeur locative estimée (par m² par an) est accompagnée d'un changement dans la direction opposée des taux de capitalisation.

Processus de valorisation

Conformément aux dispositions légales, les valorisations des immeubles sont effectuées trimestriellement sur base des rapports de valorisation établis par des experts indépendants et qualifiés.

Les experts externes indépendants sont nommés pour une période de trois ans. Un état des lieux détaillé de toutes les notifications survenues entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année concernée est envoyé à la FSMA au mois de janvier de l'année suivante. Les critères de sélection comprennent la connaissance du marché, la réputation, l'indépendance et l'application des normes professionnelles.

Les experts externes déterminent :

- si la juste valeur d'une propriété peut être déterminée de manière fiable ;
- quelle méthode de valorisation doit être appliquée pour chaque immeuble de placement ;
- les hypothèses retenues pour les données non observables utilisées dans les méthodes de valorisation.

Les hypothèses utilisées pour la valorisation et les changements de valeur significatifs sont discutés trimestriellement entre la Direction et les experts. Des références externes autres sont aussi examinées.

Utilisation des immeubles

La Direction considère que l'utilisation actuelle des immeubles de placement mis à juste valeur au bilan est optimale, compte tenu des possibilités qu'offre le marché locatif et de leurs caractéristiques techniques.

(x € 1.000)

2021	2020
------	------

NOTE 19 - ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS ET ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES		
Actifs à la juste valeur :	0	0
Participation	0	0
Prêts & créances :	779	976
Avance Cofinimmo	779	976
Impôts différés DTA	0	0
TOTAL	779	976

(x € 1.000)

	2021	2020
--	------	------

NOTE 20 - CREANCES COMMERCIALES COURANTES		
Créances commerciales brutes non échues	0	0
Créances commerciales brutes échues mais non provisionnées	1	2
Créances douteuses	0	0
Provisions pour créances douteuses (-)	0	0
TOTAL	1	2

Etant donné, d'une part la qualité des locataires et d'autre part le faible risque de crédit associé aux créances commerciales (établi sur base de l'analyse des pertes de crédit historiques), le modèle des pertes de crédit attendues selon IFRS 9 n'a pas d'impact matériel pour la société.

Créances commerciales brutes échues mais non provisionnées		
Echues à moins de 60 jours	1	1
Echues entre 60 et 90 jours	0	0
Echues à plus de 90 jours	0	1
TOTAL	1	2

(x € 1.000)

2021	2020
------	------

NOTE 21 - CREANCES FISCALES & AUTRES ACTIFS COURANTS		
Taxe sur la valeur ajoutée	0	0
Impôts sur le revenu	0	115
Autres créances diverses	0	0
Précompte Immobilier	54	0
TOTAL	54	115

(x € 1.000)

2021	2020
------	------

NOTE 22 - COMPTES DE REGULARISATION - ACTIFS		
Charges financières à reporter - Gratuités et avantages octroyées aux locataires	0	0
Précompte Immobilier - Taxes Communales & Taxes régionales à récupérer	0	0
Etalement incentive travaux	0	0
TOTAL	0	0

2021	2020
------	------

NOTE 23 - CAPITAL , PRIMES D'EMISSION ET RESERVES		
(en nombre)		
Nombre d'actions ordinaires		
AU 01.01	1.800	1.800
Constitution	0	0
Acquisition	0	0
Réduction de capital de l'exercice	0	0
Augmentation de capital de l'exercice	0	0
Augmentation de capital de l'exercice - Fusions avec filiales	0	0
AU 31.12	1.800	1.800
(x € 1 000)		
Capital		
AU 01.01	11.430	11.430
Constitution	0	0
Acquisition	0	0
Réduction de capital de l'exercice	0	0
Augmentation de capital de l'exercice	0	0
Augmentation de capital de l'exercice - Fusions avec filiales	0	0
AU 31.12	11.430	11.430

(x € 1.000)

2021	2020
------	------

NOTE 24 - DETTES FINANCIERES NON COURANTES		
Cautionnements en numéraire	0	0
Emprunts porteurs d'intérêts	0	0
Autres emprunts - intra-groupe	0	0
TOTAL	0	0

MATURITE DES EMPRUNTS NON COURANTS		
À moins d'un an	0	0
À plus d'un an mais à moins de deux ans	0	0
À plus de deux ans mais à moins de trois ans	0	0
À plus de trois ans mais à moins de quatre ans	0	0
À plus de quatre ans mais à moins de cinq ans	0	0
À plus de cinq ans	0	0

(x € 1.000)

2021	2020
------	------

NOTE 25 - PASSIFS D' IMPOTS DIFFERES		
Impôts différés	0	0
TOTAL	0	0

(x € 1.000)

2021	2020
------	------

NOTE 26 - DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES COURANTES		
Dettes commerciales - Fournisseurs	54	1
Autres dettes commerciales	4	195
Taxes, charges sociales et dettes salariales	4	4
<i>Impôts courants</i>	4	4
<i>Taxes</i>	0	0
<i>Charges sociales</i>	0	0
<i>Dettes salariales</i>	0	0
Autres	0	191
TOTAL	58	196

(x € 1.000)

2021	2020
------	------

NOTE 27 - COMPTES DE REGULARISATION - PASSIFS		
Revenus immobiliers perçus d'avance	64	79
Intérêts et autres charges courus non échus	0	0
TOTAL	64	79

NOTE 28 - INSTRUMENTS FINANCIERS

a. Catégories et désignation des instruments financiers

(x € 1.000)

	6/10/2021				
	Désignés dans une relation de couverture	Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Prêts et créances à leurs coûts amortis	Juste valeur	Niveau de juste valeur
Actifs financiers non courants	0	0	779	779	
Participations dans des entreprises liées ou avec lien de participation	0	0	0	0	Niveau 3
Crédits et créances	0	0	779	779	
Prêts à des entreprises associées	0	0	779	779	Niveau 2
Créances commerciales et autres actifs non courants	0	0	0	0	Niveau 2
Actifs financiers courants	0	0	1	1	
Crédits et créances	0	0	1	1	
Prêts à des entreprises associées	0	0	0	0	Niveau 2
Créances de location-financement courantes	0	0	0	0	Niveau 2
Créances commerciales	0	0	1	1	Niveau 2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	0	0	Niveau 2
TOTAL	0	0	780	780	
Passifs financiers non courants	0	0	0	0	
Dettes financières non courantes	0	0	0	0	
Dettes bancaires	0	0	0	0	Niveau 2
Prêts à des entreprises associées	0	0	0	0	Niveau 2
Passifs financiers courants	0	0	58	58	
Dettes financières courantes	0	0	0	0	
Dettes bancaires	0	0	0	0	Niveau 2
Dettes commerciales	0	0	54	54	Niveau 2
Autres dettes financières	0	0	4	4	Niveau 2
TOTAL	0	0	58	58	

	31/12/2020				
	Désignés dans une relation de couverture	Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Prêts et créances à leurs coûts amortis	Juste valeur	Niveau de juste valeur
Actifs financiers non courants	0	0	976	976	
Participations dans des entreprises liées ou avec lien de participation	0	0	0	0	Niveau 3
Crédits et créances	0	0	976	976	
Prêts à des entreprises associées	0	0	976	976	Niveau 2
Créances commerciales et autres actifs non courants	0	0	0	0	Niveau 2
Actifs financiers courants	0	0	2	2	
Crédits et créances	0	0	2	2	
Prêts à des entreprises associées	0	0	0	0	Niveau 2
Créances de location-financement courantes	0	0	0	0	Niveau 2
Créances commerciales	0	0	2	2	Niveau 2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	0	0	Niveau 2
TOTAL	0	0	978	978	
Passifs financiers non courants	0	0	0	0	
Dettes financières non courantes	0	0	0	0	
Dettes bancaires	0	0	0	0	Niveau 2
Prêts à des entreprises associées	0	0	0	0	Niveau 2
Autres passifs financiers non courants	0	0	0	0	Niveau 2
Passifs financiers courants	0	0	196	196	
Dettes financières courantes	0	0	0	0	
Dettes bancaires	0	0	0	0	Niveau 2
Dettes commerciales	0	0	1	1	Niveau 2
Autres dettes financières	0	0	195	195	Niveau 2
TOTAL	0	0	196	196	

Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Les instruments financiers qui sont évalués, après la comptabilisation initiale, à la juste valeur au bilan, peuvent être présentés selon 3 niveaux (1 à 3) correspondant chacun à leur degré d'observabilité, soit :

Les évaluations de la juste valeur de niveau 1 sont celles qui sont établies d'après des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Les évaluations de la juste valeur de niveau 2 sont celles qui sont établies d'après des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix).

Les évaluations de la juste valeur de niveau 3 sont celles qui sont établies d'après des techniques d'évaluation qui comprennent des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

Niveau 1

Actuellement, la Société ne détient pas d'instruments financiers qui correspondraient à la définition de niveau 1

Niveau 2

Tout autre actif ou passif financier détenu par la Société est de niveau 2.

Niveau 3

La Société ne détient pas d'instruments financiers qui correspondraient à la définition de niveau 3.

b. Gestion du risque financier

Risque de taux d'intérêt

Il n'y a pas de risque de taux d'intérêt.

Risque de crédit

La Société n'est pas exposé à des risques de crédit.

Risque de prix

La Société n'est actuellement pas exposé à des risques de prix.

Risque de change

La Société n'est actuellement pas exposé à des risques de change.

Collatéralisation

N/A

c. Instruments financiers dérivés de couverture

N/A

NOTE 29 - PARTICIPATIONS

La société ne détient pas participations.

NOTE 30 - RELATIONS AVEC ENTREPRISES LIEES

2021

2020

(x € 1.000)

Etat de la situation financière (Bilan)		
Immeubles de placement		
Actifs financiers non courants	779	976
Créances commerciales	0	0
Comptes de régularisation actif	0	0
Dettes financières non courantes	0	0
Dettes commerciales	0	0
Comptes de régularisation passif	0	0
TOTAL	779	976

Etat du résultat global (Compte de résultats)		
Loyers	0	0
Résultat d'exploitation	0	0
Intérêts (produits) / charges	-5	-1
Honoraires de gestion	-31	-41
Total : produits (+) / charges (-)	-36	-42

Liste des parties liées

Cofinimmo SA

(x € 1.000)

2021	2020
------	------

OBLIGATION DE DISTRIBUTION

Résultat net	483	1.385
Amortissements (+)	0	0
Réductions de valeur (+)	0	0
Reprises de réduction de valeur (-)	0	0
Reprises de loyers cédés et escomptés (-)	0	0
Autres éléments non monétaires (+/-)	0	0
Résultat sur vente de biens immobiliers (+/-)	0	0
Variations de la juste valeur des biens immobiliers (+/-)	214	-513
Réserve légale (-)	0	-69
Résultat corrigé (A)	697	803
Plus-values et moins-values réalisées sur biens immobiliers durant l'exercice (+/-) ³	0	0
Plus-values réalisées sur biens immobiliers durant l'exercice, exonérées de l'obligation de distribution sous réserve de leur réinvestissement dans un délai de 4 ans (-) ⁴	0	0
Plus-values réalisées sur biens immobiliers antérieurement exonérées de l'obligation de distribution et n'ayant pas été réinvesties dans un délai de 4 ans (+)	0	0
Plus-values nettes sur réalisation de biens immobiliers non exonérées de l'obligation de distribution (B)	0	0
TOTAL (A+B) x 80 %	557	642
Diminution de l'endettement (-)	0	0
OBLIGATION DE DISTRIBUTION	557	642

Aucune distribution ne sera effectuée en raison de l'absorption de cette société par Cofinimmo SA.

³ Par rapport à la valeur d'acquisition, augmentée des frais de rénovation immobilisés.

⁴ Par rapport à la valeur d'acquisition, augmentée des frais de rénovation immobilisés.

RECONCILIATION ENTRE BILAN ET BILAN APRES AFFECTATION PROPOSEE (PROFORMA A) ET BILAN APRES REMUNERATION DU CAPITAL PROPOSEE (PROFORMA B)

(x € 1.000)	Au 31.12.2021	Affectation proposée à l'assemblée générale	Proforma A au 31.12.2021	Rémunération du capital proposée à l'assemblée générale	Proforma B au 31.12.2021
Total du bilan	22.675	0	22.675	0	22.675
Provision	0	0	0	0	0
Dettes	-123	0	-123	0	-123
Actif net	22.552	0	22.552	0	22.552
Distribution de dividendes et plan de participation	0	0	0	0	0
Actif net après distribution	22.552	0	22.552	0	22.552
Capital	11.430	0	11.430	0	11.430
Primes d'émission indisponibles	0	0	0	0	0
Primes d'émission disponibles	0	0	0	0	0
Réserve du solde positif des variations de juste valeur des biens immobiliers	631	-214	417	0	417
Réserve des frais et droits de mutation estimés intervenant lors de l'aliénation hypothétique des immeubles de placement	0	0	0	0	0
Réserve du solde des variations de juste valeur des instruments de couverture autorisés auxquels la comptabilité de couverture est appliquée	0	0	0	0	0
Réserve du solde des variations de juste valeur des instruments de couverture autorisés auxquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée	0	0	0	0	0
Réserve pour actions propres	0	0	0	0	0
Réserve disponible	0	0	0	0	0
Autres réserves déclarées indisponibles par l'assemblée générale	0	0	0	0	0
Réserve légale	103	0	103	0	103
Résultat reporté	9.905	697	10.602	0	10.602
Résultat de l'année	483	-483	0	0	0
Total Fonds propres	22.552	0	22.552	0	22.552

FONDS PROPRES NON DISTRIBUABLES SELON L'ARTICLE 7:212 DU CODE DES SOCIETES ET DES ASSOCIATIONS

(x € 1.000)

	2021	2020
Actif net	22.552	22.873
Distribution de dividendes	0	-803
Actif net après distribution	22.552	22.070
Capital libéré ou, s'il est supérieur, capital appelé	11.430	11.430
Primes d'émission indisponibles en vertu des statuts	0	0
Réserve légale	103	103
Réserve des variations de juste valeur des biens immobiliers	417	631
Réserve des frais et droits de mutation estimés intervenant lors de l'aliénation hypothétique des immeubles de placement	0	0
Réserve du solde des variations de juste valeur des instruments de couverture autorisés auxquels la comptabilité de couverture est appliquée	0	0
Réserve du solde des variations de juste valeur des instruments de couverture autorisés auxquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée	0	0
Autres réserves déclarées indisponibles par l'Assemblée Générale	0	0
Fonds propres non distribuables selon l'Article 7:212 du Code des Sociétés et des Associations	11.950	12.164
Marge restante après distribution	10.602	9.905

ANNEXE B DE L'AR DU 09/11/2016 RELATIF AUX FIIS	
	(x € 1.000)
Postes de ventilation du résultat net de l'exercice du FIIS:	QUATRO BUILD SA
1°) les revenus des biens immobiliers étrangers détenus directement par le FIIS et situés dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat avec lequel la Belgique a conclu une convention préventive de la double imposition à condition que cette convention ou un quelconque autre accord prévoit l'échange de renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la législation nationale des Etats contractants, et qui ont été soumis à l'impôt des sociétés, l'impôt des non-résidents ou à un impôt étranger analogue à ces impôts, et ne bénéficient pas d'un régime d'imposition distinct exorbitant du droit commun	732
2°) les dividendes des sociétés étrangères qui sont susceptibles d'être déduits des bénéfices conformément aux articles 202 à 205 du Code des impôts sur les revenus 1992	N/A
3°) les revenus des biens immobiliers belges détenus directement par le FIIS	N/A
4°) les dividendes de sociétés belges qui sont susceptibles d'être déduits des bénéfices conformément aux articles 202 à 205 du Code des impôts sur les Revenus 1992;	N/A
5°) les dividendes des sociétés belges et étrangères non visées au 2°) et 4°);	N/A
6°) les revenus d'intérêts;	5
7°) les plus-values réalisées sur des actions ou parts dans la mesure où elles sont susceptibles d'être exonérées sur la base de l'article 192, § 1 du Code des impôts sur les revenus 1992;	N/A
8°) les plus-values réalisées sur des actions ou parts non visée au 7°);	N/A
9°) les dividendes reçus d'une société d'investissement à capital fixe visée à l'article 195 et suivants et à l'article 286 et suivants de la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires qui a pour seul objectif le placement collectif dans la catégorie de placements autorisés "biens immobiliers" visée à l'article 183, al. 1 er, 3° de cette loi, d'une société immobilière réglementée ou d'un fonds d'investissement immobilier spécialisé dans la mesure que les dividendes reçus trouvent eux-mêmes leur origine dans un des revenus visés aux numéros 1°) , 2°) , 4°) et 7°);	N/A
10°) tout autre revenu ou produit.	N/A